

# Namur : l'alcool révélateur d'un mal-être chez les étudiants ?

**Avec un taux d'échec de 60 % en Bloc 1, de plus en plus d'étudiants** présentent des fragilités. À l'UNamur, le recteur sortant, Yves Pouillet, a ouvert le débat.

● Juliette HEYMANS

**E**n début de semaine, *La Libre* révélait une discrète polémique ayant éclaté entre les étudiants de l'Université de Namur et leur recteur. Lors d'une interview consacrée au bilan de son rectorat, Yves Pouillet a, visiblement, maladroitement évoqué une nouvelle fragilité chez les élèves de Bloc 1. « Ils sont plus dispersés qu'auparavant, moins structurés et manquent de courage, pouvait-on lire dans le quotidien. Certains se réfugient dans la boisson et le divertissement ».

Face à ces affirmations, plusieurs représentants du monde étudiant ont réagi. Selon Maxime Mori, le président de la FEF (Fédération des Étudiant(e)s Francophones), les propos auraient été « mal exprimés ». Le taux d'échec important (60 % en Communauté française) à la fin de la première année ne pourrait simplement s'attribuer au fait que certains jeunes « seraient non propices aux études et se replieraient sur

*eux en choisissant l'alcool comme échappatoire ».*

Pour le porte-parole, il s'agit d'un regrettable stéréotype. Lui, préfère trouver une explication au mal-être des étudiants dans des faits « plus objectivables ». En cause : les conditions socio-économiques de plus en plus difficiles et l'augmentation de la précarité chez la jeunesse. « Les demandes d'allocations d'études et d'aides auprès des CPAS n'ont cessé de se multiplier au cours des années ; tandis que d'autres, comme les réductions de prix pour les transports en commun, ne sont, elles, plus accessibles aux plus de 25 ans, fait-il remarquer. Désormais, les universitaires se font du souci, car ils éprouvent des difficultés à répondre aux différents coûts de la vie estudiantine ». Des coûts qui s'élèvent à environ 10 000 euros par an, estime Maxime Mori.

Afin de faciliter l'accès aux études, il souhaite revoir le financement de l'enseignement supérieur. Selon lui, les 11 millions d'euros déboursés par la Fédération Wallonie-Bruxelles ne suffisent pas face au sous-financement constant. Sur ce point, la présidente de l'Unécof, Opaline Meunier, rejoint son confrère. « Il faut réduire la taille des auditoriums, afin d'individualiser davantage l'enseignement et d'améliorer l'échange avec les professeurs. Mais cela nécessite des moyens, car il faudrait engager plus de personnel ». ■

## Un mauvais « background »

Opaline Meunier marque néanmoins son désaccord quant à l'attribution du problème aux conditions socio-économiques précaires des jeunes. « Cela n'aide pas, mais elles ne constituent pas la panacée ». Pour justifier l'état préoccupant de certains étudiants, son attention se porte plutôt sur leur « background ». L'enseignement secondaire et sa méthodologie ne les prépareraient pas de manière adéquate aux études supérieures. « La transition s'effectue trop brutalement. Ils sont d'abord dans des classes de 20-30 élèves, où ils ne sont pas responsabilisés. Ensuite, une fois en Bloc 1, ils se retrouvent livrés à eux-mêmes dans des auditoriums de 600 personnes, alors que, trois mois plus tôt, ils devaient encore demander la permission pour se rendre aux toilettes ». Elle rappelle tout de même qu'il existe autant de facteurs à risque que d'inscrits sur le campus, tels que la solitude faisant souffrir plus de la moitié des jeunes en kot, le déménagement dans une autre ville ou le fait d'être le premier enfant d'une famille à entamer l'université. **Ju.H.**

## Surconsommation d'alcool : un fait de société

Jacqueline Delville occupe le poste de Directrice du Centre Médico-Psychologique de l'UNamur. Régulièrement, des étudiants déboussolés frappent à sa porte pour obtenir de l'aide. À travers des consultations de gestion du stress et du mal-être, elle leur prodigue un certain soulagement. « *Ceux qui viennent ressentent une importante pression due aux études, constate-t-elle. Notamment, des tensions liées aux concours en médecine classique et en médecine vétérinaire. Ceux-ci génèrent un stress psychologique considérable accompagné parfois d'insomnie, de maux de tête, de dos, ou de digestion* ». Ce qui interpelle, c'est que ceux qui admettent leurs difficultés et leurs faiblesses ne représentent certainement pas l'ensemble des jeunes en souffrance. Dans certains cas, poursuit-elle, ils considèrent les visites chez un psychologue comme une perte de temps trop importante. Enfin, une autre catégorie de profils tente d'oublier les soucis en consommant de l'alcool. « *Mais, eux font partie des extrêmes. Il n'y en a pas tant que cela. Pour moi, la consommation excessive d'alcool constitue une réalité sociale plus globale. On peut se sentir très bien dans sa peau et boire beaucoup trop* ».

Ici, une autre dimension entre en ligne de compte. Les rites du

baptême, les effets de groupe (un état d'ébriété pour plus de convivialité), les contrats entretenus entre les universités et les brasseurs, la publicité omniprésente, mais aussi une habitude de consommation déjà présente dans le secondaire. « *Aujourd'hui, nous allons beaucoup trop loin avec l'alcool, regrette Jacqueline Delville. Cela procure une certaine libération, une détente, un plaisir et nous dépassons de plus en plus le seuil de l'ivresse. Il y a aussi désormais une certaine féminisation de la consommation intense d'alcool qui n'existait pas avant* ».

Si le lien établi par le recteur Yves Pouillet entre le mal-être des étudiants et des rapports problématiques à la boisson ne se révèle pas vraiment fondé, il se rapporte quand même à un phénomène actuel et bien réel. Une étude menée à l'UCL et parue en septembre met en lumière plusieurs chiffres interpellants : un jeune sur huit boit quatre fois par semaine et un sur quatre est saoul au moins une fois par semaine.

Pour ces raisons, le secteur social de l'UNamur lance cette année, en collaboration avec les étudiants, une campagne afin de diminuer les risques pour la santé et le bien-être de la jeunesse. ■

Ju.H.